



Fred Kupferman

PIERRE LAVAL

Préface de Henry Rousso

Tallandier

LAVAL

DU MÊME AUTEUR

Pierre Laval, Masson, coll. « Leur vie », 1976.

Au pays des Soviets : le voyage français en Russie 1917-1939, Paris, Gallimard, coll. « Archives », 1979 ; nouv. éd., 2006.

Le Procès de Vichy : Pucheu, Pétain, Laval (1944-1945), Bruxelles, Éditions Complexe, coll. « La Mémoire du siècle », 1981 ; nouv. éd., 2006.

Mata Hari, songe et mensonges, Bruxelles, Éditions Complexe, coll. « La Mémoire du siècle », 1981 ; rééd., 2005.

Les Premiers Beaux Jours : 1944-1946, Paris, Calmann-Lévy, « Questions d'actualité », 1985.

FRED KUPFERMAN

LAVAL

Préface de Henry Rousso

TALLANDIER

© Balland, 1987, pour la première édition.
© Éditions Tallandier, 2006 pour la nouvelle édition
Éditions Tallandier 4, rue du Texel – 75014 Paris

SOMMAIRE

Préface à la nouvelle édition, par Henry Rousso	IX
Liste des sigles et abréviations.....	1
Chapitre premier. L'apprentissage, 1883-1914.....	5
Chapitre II. La guerre, 1914-1919	25
Chapitre III. Laval d'Aubervilliers, 1923-1930.....	53
Chapitre IV. Le Président, 1931-1932.....	87
Chapitre V. La République est malade, février 1932-9 octobre 1934	117
Chapitre VI. L'épreuve, 15 octobre 1934-22 janvier 1936	133
Chapitre VII. L'attente, 22 janvier 1936-3 septembre 1939	189
Chapitre VIII. La revanche, 3 septembre 1939-10 juillet 1940	229
Chapitre IX. La collaboration, 10 juillet-13 décembre 1940	269
Chapitre X. L'opposant, 17 décembre 1940-17 avril 1942.....	321
Chapitre XI. Le syndic de la faillite, 18 avril-8 novembre 1942	371

Chapitre XII. Les illusions perdues, 8 novembre 1942-14 novembre 1943	431
Chapitre XIII. La chute, novembre 1943-17 août 1944.....	491
Chapitre XIV. L'exil, 17 août 1944 -1 ^{er} août 1945.....	531
Chapitre XV. Le jugement, 1 ^{er} août-15 octobre 1945	557
Notes	599
Bibliographie.....	623
Remerciements.....	631
Table des matières.....	633
Index des noms cités	639

PRÉFACE À LA NOUVELLE ÉDITION

par Henry Rousso

« J’aurai passé une partie de ma vie à écrire sur quelqu’un qui ne m’aimait pas », plaisantait Fred Kupferman, disparu en 1988, résumant d’une phrase sa longue cohabitation avec Pierre Laval. Il lui avait consacré un premier travail, en 1976, dans une petite collection universitaire¹. Il était revenu sur son cas, en 1980, dans *Le Procès de Vichy*². Et en 1987, il publie la première biographie de référence, aujourd’hui rééditée. Pour un historien des années noires, il était naturel de s’intéresser à cette figure centrale de Vichy. Pourtant, il y a dans ce choix autre chose qu’une logique de « spécialiste », un qualificatif peu adapté à la personnalité de Fred Kupferman. Certes, celui-ci enseignait l’histoire contemporaine à la Sorbonne et à Sciences-Po, et la maladie l’a emporté à 53 ans, au milieu d’une belle carrière universitaire. Il a fait partie de cette génération de chercheurs qui, à partir des années 1970, dans la foulée de Robert O. Paxton et d’autres, a consacré une grande énergie à comprendre cette période de l’histoire – et je lui dois beaucoup de m’avoir encouragé sans relâche à mes débuts. Mais sa curiosité le portait vers d’autres horizons. Il a écrit sur Mata Hari, une autre mal-aimée de l’Histoire, pour laquelle il éprouvait une certaine indulgence³, et sur les intellectuels français visitant le pays des Soviétiques après la révolution bolchevique, pour lesquels il en avait moins⁴. Il a même publié avec sa femme Sigrid des romans pour enfants, faisant preuve du même enthousiasme et de la même passion que pour ses écrits savants⁵.

Pour comprendre la place occupée par Pierre Laval dans son œuvre, il faut sans doute chercher des motivations plus profondes, et peut-être plus ambivalentes. L'homme méritait-il sa réputation de personnage le plus impopulaire de l'histoire de France ? Était-il seul responsable de tous les méfaits du régime de Vichy ? Que vaut la légende noire installée dans la mémoire nationale depuis son exécution, en 1945 ? Fred Kupferman aimait ramer contre le courant des idées reçues, et le sujet s'y prêtait à merveille. Mais il y avait là plus que de la curiosité, il y avait aussi une sorte d'étrange compassion pour le personnage. Lors d'un passage à « Apostrophes », le 1^{er} mai 1987, il expliqua avec détachement, le regard un brin malicieux, comment lui, le jeune juif de huit ans ayant porté l'étoile jaune en 1942, était mieux placé que d'autres pour comprendre ce réprouvé de l'Histoire.⁶ Non, Laval ne l'aimait pas. Pas plus qu'il n'aimait les milliers d'enfants juifs livrés volontairement au Sipo-SD, après la rafle du Vél'd'Hiv, en juillet 1942. Mais lui, Fred, caché durant le restant de l'Occupation, avait survécu et pouvait, non sans une certaine ironie, jeter un regard distant sur ce « mal-aimé ».

La blessure de l'Occupation était pourtant là, vive. Elle ne se manifestait pas dans le ressentiment, dont Fred Kupferman était exempt, comme ce fut le cas de beaucoup de juifs français ou étrangers de sa génération, avant que le passé de Vichy ne fasse retour et ne pose d'autres problèmes aux générations ultérieures. Il n'y en a pas une seule trace dans son travail. La blessure, c'est le souvenir du père, Israël Meyer Kupferman, un ingénieur polonais né à Tarnów, en Pologne, en 1904, émigré en France entre les deux guerres. Il avait été déporté en juillet 1942, à Auschwitz, d'où il ne revint pas. Pourtant, il fut arrêté en tant que résistant communiste et non en tant que juif, une nuance importante à tous égards. Il y avait là une interrogation que Fred ne put résoudre de son vivant, car la recherche n'était pas alors assez avancée pour comprendre tous les méandres de la politique nazie.

On connaît les différences entre le sort des déportés « politiques » et celui des déportés « raciaux ». La première catégorie comprenait des résistants, des otages, des opposants, des homosexuels, parfois des condamnés de droit commun, en grande majorité des hommes mais aussi des femmes. Ils furent envoyés dans des camps de concentration situés pour la plupart dans le territoire du Reich (Buchenwald, Dachau, Ravensbrück, Mauthausen...), victimes d'une politique de répression

visant surtout des actes, des comportements, des postures politiques ou sociales. Malgré les conditions de vie inhumaines, le travail forcé, la terreur quotidienne, environ 60 % des 86 000 déportés de France recensés à ce jour réussirent à survivre⁷. La seconde catégorie visait, en France, exclusivement les juifs, hommes, femmes, enfants, de tous âges et de toutes conditions. Ils furent arrêtés dans le cadre de la « Solution finale », une politique de persécution raciale. Presque tous furent envoyés à Auschwitz II-Birkenau (quelques-uns à Maïdanek et Sobibor) pour y être exterminés dans les chambres à gaz. Sur près de 76 000 juifs déportés de France, en grande majorité des étrangers, à peine 3 % ont survécu⁸. Les convois de déportés politiques partaient, en général, du camp de Compiègne, tandis que la plupart des convois de déportés raciaux partaient du camp de Drancy.

Cette histoire était connue dans ses grandes lignes, mais on en ignorait certains éléments essentiels. Fred Kupferman avait beau être l'un des historiens de l'époque les mieux avertis de ces questions, il n'avait pu réussir à reconstituer tout le parcours de son père. Il y a quelques années, Pierre et Laurent, ses enfants, essayèrent d'en savoir plus. Ils obtinrent ainsi du musée d'Auschwitz-Birkenau quelques informations. Elles tiennent en quelques lignes : le matricule 46 291, arrivé à Birkenau le 8 juillet 1942, est décédé d'hydropéricarde, le 4 août 1942⁹. Or on connaît bien aujourd'hui le sort du convoi parti de France le 6 juillet 1942, et arrivé à destination deux jours plus tard, grâce aux recherches de Claudine Cardon-Hamet, menées dans les années 1990¹⁰. Il présente quelques particularités inscrites dans le contexte de l'application de la « Solution finale » en France, à compter de l'été 1942. Dans l'esprit des occupants nazis, la répression dirigée contre les résistants, et en particulier contre les communistes, a toujours été associée à la persécution des juifs, dans la logique de la lutte menée contre le « judéo-bolchevisme ». Les débuts de la politique d'extermination, en particulier la formation des premiers convois à destination d'Auschwitz-Birkenau, se firent en liaison avec la politique d'exécution ou de déportation d'otages conduite, elle, depuis l'été 1941, à la suite des premiers attentats contre les forces d'occupation. Dans les deux cas, les nazis bénéficièrent d'ailleurs de l'aide de la police française, alors sous l'autorité de Pierre Laval, chef du gouvernement. Des milliers de communistes, de syndicalistes, d'opposants soupçonnés à tort ou à raison de sympathies communistes, ainsi que des juifs, des adultes de sexe

masculin, furent ainsi internés à Compiègne, alors que les familles juives raflées ou arrêtées à compter de juillet 1942 étaient envoyées à Drancy. Le convoi du 6 juillet 1942 fait partie, avec ceux du 24 janvier 1943 et du 27 avril 1944, de trois convois de déportés politiques dirigés vers le camp d'extermination de Birkenau, et non vers un camp de concentration. Il comprenait 1 175 hommes, essentiellement des militants du PCF, des membres de la CGT, ainsi qu'une cinquantaine d'otages juifs et une vingtaine de droits communs. Parmi eux, seuls 119 survécurent. Il est connu sous le nom de « convoi des 45 000 », à cause de l'immatriculation de ces déportés, dont le numéro est compris entre les chiffres 45 000 et 46 000. C'est d'ailleurs ainsi qu'il a été possible de repérer Israël Meyer Kupferman, dont le nom figure sur la liste complète reconstituée par Claudine Cardon-Hamel, et publiée en annexe de son ouvrage : qu'elle soit ici remerciée pour nous avoir indirectement aidés à lever le voile sur cet épisode.

Cette ascendance, Fred Kupferman ne la tait pas, mais il ne s'en sert pas non plus, ni comme d'un trophée, ni comme d'un bouclier pour légitimer son point de vue sur Laval. Il n'en a d'ailleurs aucunement besoin. La biographie reçoit un bel accueil, couronné par le Grand Prix de l'Histoire 1987, que lui décerne par un jury prestigieux présidé par Georges Duby, et comprenant Hélène Carrère d'Encausse, Emmanuel Le Roy Ladurie, Françoise Chandernagor, Maurice Agulhon, Pierre Chaunu, Pierre Toubert, Pierre Miquel, Jean d'Ormesson. La critique, presque unanime, salue l'objectivité, et plus encore la sérénité du travail accompli. Celle-ci saute aux yeux à la lecture du livre et elle aura frappé les lecteurs de 1987 sans doute plus qu'elle ne pourra surprendre ceux de 2006, davantage habitués au regard distant sur l'histoire de Vichy. Pourtant, une rumeur, un bruissement devrait-on dire, court dans les milieux autorisés : cette biographie ferait preuve d'une « certaine indulgence » pour son sujet¹¹. En réalité, à lire le dossier de presse, assez volumineux, rares sont les critiques qui vont dans ce sens, n'étaient quelques réactions de défiance, venues souvent de personnalités de gauche. À l'émission d'« Apostrophes » déjà évoquée, Gilles Perrault ne peut réprimer ici ou là un certain agacement lors de l'intervention de Fred Kupferman. Jean-Pierre Rioux, dans *Le Monde*, évoque un portrait « qui frise bien souvent l'indulgence » à force de trop vouloir balancer l'argumentaire, et il reproche à l'auteur d'accabler

Pétain pour mieux rehausser l'image de Laval¹². Jean Rabaut, plus favorable, parle d'un livre « indulgent par effort de la compréhension intérieure¹³ ».

En réalité, la réception du livre s'inscrit dans un contexte à la fois historiographique, culturel et politique. Il y a d'abord une certaine réticence des historiens devant le genre biographique, pourtant en plein renouveau, mais encore décrié au nom d'une certaine conception de l'histoire plus axée sur les structures et les mentalités que sur les « grands hommes ». Mais voilà qu'au même moment, heureuse coïncidence, le codirecteur des *Annales* en personne, Marc Ferro, publie une monumentale biographie de Pétain en invoquant les mânes de son maître, Fernand Braudel, non sans quelques acrobaties rhétoriques. Les deux auteurs vont alors se retrouver ensemble dans les notes critiques ou les plateaux de télévision, aussi dissemblables que le furent leurs modèles respectifs, mais s'appuyant l'un l'autre pour démontrer, si besoin était, l'intérêt du pari biographique.

Il y a là, au demeurant, un peu plus qu'une concomitance éditoriale. Dans les années 1980, l'histoire de Vichy est devenue un champ historiographique en pleine effervescence, et le temps des « tabous » est désormais révolu. À cette époque, pour un historien de métier, le véritable courage intellectuel ne consiste plus à dénoncer Vichy, la collaboration ou l'antisémitisme, mais à se montrer autant que possible impartial, à être capable d'expliquer des événements et des attitudes dont on commence à comprendre la complexité, à se départir d'une logique de réquisitoire qui fut celle de l'immédiat après-guerre, puis celle des années 1970, lorsque les deuxième et troisième générations ont redécouvert l'héritage terrible du fascisme et du nazisme. La posture est d'autant plus difficile à prendre que la prise de conscience s'est muée, à la fin des années 1980, en une préoccupation sociale profonde, dont on ne mesure pas encore l'importance. La biographie de Fred Kupferman paraît en avril 1987, trois mois avant le procès Barbie, le premier procès français jugeant un crime contre l'humanité imprescriptible. Elle sort deux ans après le choc provoqué par le film de Claude Lanzmann, *Shoah*. Comme d'autres pays européens à la même époque, et notamment l'Allemagne de l'Ouest, pour d'évidentes raisons, la France connaît une phase d'anamnèse, après avoir traversé une phase d'amnésie plus ou moins volontaire depuis le milieu des années 1950 et la fin de l'épuration. Beaucoup, à l'époque, s'étonnent de la prégnance

des souvenirs de l'Occupation, quarante ans après la fin de la guerre : « Paris sonne toujours occupé » plaisante Jérôme Garcin¹⁴. On n'est pas prêt de raccrocher. Nous sommes en effet – on le sait aujourd'hui avec le recul – aux abords d'une longue phase de polémiques autour de la mémoire de Vichy qui va déboucher sur une politique de réparation des crimes commis envers les juifs, crimes méconnus ou sous-estimés après la guerre. Cette politique, issue de l'action collective de militants de la mémoire, du travail des témoins et des historiens, et d'une évolution au sein des institutions de l'État, a connu plusieurs étapes : la commémoration de la politique antisémite de Vichy avec la journée du 16 juillet, instaurée par François Mitterrand, en 1993 ; la dénonciation de la responsabilité de l'État dans ces crimes, avec le discours de Jacques Chirac, le 16 juillet 1995 ; la condamnation en cour d'assises du milicien Paul Touvier et du préfet Maurice Papon pour complicité de crimes contre l'humanité, en 1994 et en 1998 ; le recensement puis l'indemnisation des biens juifs spoliés par le gouvernement français, à partir de 1999. En une décennie, non sans heurts et polémiques, c'est un retard de quarante ans qui a été ainsi comblé. Cette évolution, en grande partie souhaitable hormis les dérives d'un « devoir de mémoire » mal tempéré, n'était certainement pas prévisible en 1987. La traduction d'un criminel nazi devant une juridiction ordinaire française semblait déjà assez relever du miracle pour que l'on puisse imaginer voir un jour, sur le même banc des accusés, un ancien ministre de la Cinquième République gaullienne répondre de méfaits commis sous les ordres de Pétain.

À sa manière, et sans trop solliciter le passé, on peut dire que Fred Kupferman avait intuitivement compris l'impérieuse nécessité pour les historiens de ne pas succomber aux sirènes de la mémoire. Il leur fallait exercer leur fonction critique aussi bien à l'égard du passé que vis-à-vis du présent, aussi bien sur la période de Vichy en tant que telle que sur la manière dont leurs contemporains s'en emparaient. C'est en ce sens que sa biographie reste d'une grande actualité, et même anticipe les débats ultérieurs sur la meilleure manière de rendre compte de ce passé. Certes, depuis vingt ans, l'historiographie des années noires a progressé. On a produit en masse sur les institutions et la politique de l'État français. Des figures alors peu comprises ont émergé dans l'historiographie, comme celle de l'amiral Darlan. On a beaucoup écrit sur l'opinion française durant la guerre, sur les forces sociales, économiques, religieuses, sur la culture et les arts. L'antisémitisme de Vichy

est aujourd'hui exploré dans ses moindres recoins, et la collaboration est mieux perçue dès lors que l'on s'intéresse autant à la politique de l'occupant allemand qu'à celle du gouvernement français. Plus que le détail des faits, c'est le regard sur Vichy qui a changé grâce une mise en perspective dans l'espace comme dans le temps : on compare plus volontiers la situation de la France à celle des autres pays occupés ; on établit plus en profondeur les filiations entre la Première et la Seconde Guerre mondiale, ou les continuités entre l'action de la Troisième République des années 1930 et celle de l'État français, une question qui redonne de l'intérêt au parcours de Laval. Le personnage a d'ailleurs fait l'objet d'une nouvelle biographie, parue peu de temps après celle de Fred Kupferman, en 1993, sous la plume de l'historien Jean-Paul Cointet¹⁵. Bref, ce serait faire injure posthume à l'esprit alerte de Fred Kupferman que de prétendre ne déceler aucune ride dans son maître livre : un historien peut-il imaginer le temps passer sans produire d'effets ? L'essentiel est ailleurs. Cette œuvre vaut d'abord par le point de vue personnel de l'auteur. La relation intime, originale, parfois troublante, que Fred Kupferman a tissée avec cet homme qui ne l'aimait pas et avec lequel il a pourtant essayé d'entrer en empathie, nous parle encore aujourd'hui. Il nous montre que l'historien doit résister à la tentation enivrante d'être le vengeur des peuples, surtout lorsque le peuple s'est déjà vengé de manière peu glorieuse, comme dans le cas de Laval. Il doit tout autant refuser d'être un simple porte-plume d'aspirations mémorielles ou identitaires : l'historien n'écrit pas pour conforter ses contemporains dans une vision imaginaire du passé. S'il veut exprimer sa dette envers les morts, les siens comme ceux dont il écoute et restitue les paroles, il doit suivre son intuition et chercher la vérité des hommes et des choses derrière le vacarme des préjugés et des récits minéralisés par la répétition. C'est ce qu'a fait Fred Kupferman, et c'est pour cela qu'il nous manque aujourd'hui.

Mai 2006.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AN	Archives nationales, Paris
BUB	<i>Bundesarchiv</i> , Bonn
CDJC	Centre de documentation juive contemporaine, Paris
CFLN	Comité français de libération nationale
CGQJ	Commissariat général aux questions juives
CGT	Confédération générale du travail
CSAR	Comité social d'action révolutionnaire
DDF	<i>Documents diplomatiques français</i>
DDI	<i>Documents diplomatiques italiens</i>
DFG	<i>Deutsch-Französische Gesellschaft</i> (Société Allemagne-France)
DNB	<i>Deutsches Nachrichtenbüro</i> (Agence allemande d'information)
FFI	Forces françaises de l'intérieur
FTP	Francs-tireurs et partisans
GP	Groupes de protection
GQG	Grand Quartier général
IHTP	Institut d'histoire du temps présent
JO	<i>Journal officiel</i>
LVF	Légion des volontaires français
MBF	<i>Militärbefehlshaber in Frankreich</i> (Commandement militaire en France)
MRP	Mouvement républicain populaire
MSR	Mouvement social-révolutionnaire
NSDAP	<i>Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei</i> (Parti ouvrier national-socialiste allemand)
OFI	Office français d'information
PL	Procès Laval (les archives sont déposées aux Archives nationales, en microfilms reproduisant les documents sous scellés, d'où la mention complémentaire SSC).

PPF	Parti populaire français
PQJ	Police des questions juives
RDC	Archives René de Chambrun.
RNP	Rassemblement national populaire
RSHA	<i>Reichssicherheitshauptamt</i> (Bureau central de sûreté du Reich)
SCAP	Service de contrôle des administrateurs provisoires
SD	<i>Sicherheitsdienst</i> (Service de sûreté)
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
SOL	Service d'ordre légionnaire
STO	Service du travail obligatoire
YMCA	<i>Young Men's Christian Association</i>

À ma mère

ISBN : 979-102101-411-4

N° d'éditeur : 3115